



Avocat pour Noël

P.3

UNE PRESSE QUI SE NOIE

P.6

Quinzomadaire de la Fédération anarchiste

www.monde-libertaire.fr

Supplément **gratuit ou à prix libre** au Monde libertaire n°1696

Selon divers médias, le gouvernement français a décidé l'envoi des forces spéciales françaises « pour assurer la sécurité des principaux sites d'exploitation d'uranium de l'entreprise française Areva au Niger ».

Il s'agit là d'une décision injustifiable qui démontre, s'il en était encore besoin, que la « Françafrique » a encore de beaux jours devant elle et que les ressources naturelles du Niger appartiennent dans les faits à la France, aujourd'hui comme du temps de la colonisation.

licité par le Président du Niger, M. Issoufou, qui n'est autre... qu'un ancien cadre d'Areva !

Mais ces manœuvres cousues de fil blanc ne masquent pas l'aspect parfaitement colonialiste des interventions militaires de la France en Afrique, et la volonté de Paris de continuer à s'approprier à bas prix l'uranium du Niger, spoliant ainsi depuis 40 ans le peuple de ce pays.

Rappelons que l'Observatoire du

rités françaises s'appêtent à expliquer que le coût de la sécurisation des mines d'uranium par l'armée française sera facturé à Areva : il paraît évident que ce ne sera le cas que très partiellement. D'ailleurs, l'intervention militaire française au Mali vise elle aussi à sécuriser l'approvisionnement de la France en uranium du Niger, or le coût de cette intervention n'est pas facturé à Areva...

L'envoi des forces spéciales françaises confirme que l'industrie nucléaire ne nuit pas seulement à l'environnement et aux êtres vivants, mais aussi à la démocratie.

Stéphane Lhomme

<http://www.observatoire-du-nucleaire.org>

L'armée française protège les mines d'uranium d'Areva.

L'envoi des forces spéciales pour sécuriser l'approvisionnement en uranium des centrales nucléaires françaises achève de démontrer que, contrairement à une idée fautive insidieusement entretenue, l'atome n'apporte aucune indépendance énergétique : 100% de l'uranium « français » est importé, et l'armée est envoyée pour protéger son extraction.

Les formes vont assurément être soignées de même que l'armée française a été envoyée au Mali « à la demande du Président de ce pays ami », il est clair que le concours des forces spéciales françaises va être sol-

nucléaire a été assigné en justice le 1er février au TGI de Paris pour avoir accusé Areva de pratiquer la corruption auprès des dirigeants du Niger. Areva parle de « diffamation » mais les accusations portées apparaissent parfaitement justifiées.

Par ailleurs, l'armée n'a théoriquement pas pour mission de protéger des intérêts industriels privés. Areva est certes détenue par l'Etat français, mais c'est une société anonyme qui a adopté de longue date les méthodes des multinationales.

Il semble que les auto-



Colère noire

PETIT À PETIT, L'OISEAU FAIT SON NID !

Un véritable séisme politique s'est produit il y a quelques jours. Et pourtant aucun média ne s'en est fait l'écho.

Sept députés UMP dont Lionel Luca (Alpes-Maritimes), Dominique Tian (Bouches-du-Rhône), Alain Marleix (Cantal)... ont, en effet, cosigné une proposition de loi avec Marion Maréchal-Le-Pen (FN Vaucluse) visant à la reconnaissance du « génocide vendéen » entre 1793 et 1794. La première pierre est donc posée de futures alliances électorales, de l'implosion de l'UMP et de la conquête du pouvoir par le FN.

Et pendant ce temps là, ça jacasse et ça s'empaille ici, là et ailleurs. L'expérience ne serait-elle qu'une lanterne que l'on porte sur le dos et qui n'éclaire que le chemin parcouru ?

Jean-Marc Raynaud



Ça pue a Rouen !

Il y a quelques mois, un camion citerne transportant du carburant a eu un accident sur le Pont Mathilde de Rouen et s'est enflammé. Cet événement a entraîné la destruction partielle du pont et les travaux de réparation vont durer une bonne année. Ce pont permettant à plus de 60 000 véhicules par jour d'éviter la ville, vous imaginez le bordel désormais. Le quotidien dans la région s'est donc compliqué, d'autant que la municipalité refuse toujours la gratuité des transports publics même en cette période de bouchons et détournements de circulation.

Rouen est connue pour son climat pluvieux et pour son taux de pollution élevé. Faut dire que l'industrie y est encore bien implantée et compte 71 sites à risques. Même si les friches industrielles s'agrandissent et les plans de suppression d'emplois se multiplient.

Donc, ce lundi 21 janvier a eu lieu un nouvel incident industriel sur l'agglomération rouennaise. Une réaction chimique suivie d'une fuite de gaz dans l'usine Lubrizol qui a entraîné des dégagements d'odeurs perceptibles jusqu'en région parisienne et même en Grande Bretagne.

Le gaz incriminé, le mercaptan (pour les chimistes du méthane thiol) formule $\text{CH}_3\text{-SH}$, est un adjuvant qu'on mélange au gaz naturel pour, justement, détecter les fuites éventuelles. Ce gaz est présenté comme inoffensif. Sauf que, lors de cette fuite, les urgences des hôpitaux ont dû palier à des vomissements, nausées et problèmes respiratoires chez les personnes fragiles et asthmatiques.

Et, si les écoles n'ont bizarrement pas été évacuées, le match de foot Rouen-OM qui devait se jouer le mardi a été reporté.

Il a fallu quatre jours pour que la fuite soit totalement étanchée et que le produit incriminé soit envoyé dans une entreprise de retraitement.

L'usine Lubrizol est une usine qui ne fait pas parler d'elle outre mesure mais c'est quand même la troisième fuite de grande ampleur dans cette usine depuis 1975. Implantée à Rouen depuis 1954, elle fait partie du groupe américain Berkshire Hathaway, empire du milliardaire américain Warren Buffet. Il y a 3 sites de production Lubrizol en France, basés à Rouen, au Havre et à Mureaux, qui fournissent des additifs pour les huiles pour moteurs et pour l'essence et le carburant. Cette usine est tellement fermée sur elle-même, avec une forte « culture d'entreprise » qu'il n'y a pas de syndicat et qu'on n'a jamais vu de salariés de cette boîte (ils sont environ 500) lors des manifs, même pour les retraites.

On sait que ce ne sont pas toujours les syndicats qui donnent les infos lors de problèmes de pollution, de peur que ça fasse fermer la boîte, mais cette fois c'est encore pire.

Seules la préfecture et la direction de l'usine ont distillé des infos d'apaisement, sans qu'il y ait eu d'analyses et de mesures prises. Les seules informations sur le taux de mercaptan échappé sont venues de la direction de l'usine, sans qu'elles puissent être vérifiées. Enfin, le directeur a parlé de négligences et de fautes humaines sans qu'on sache les tenants et aboutissants et, là aussi, pas de trace d'un CHS.

La direction se targue d'être une entreprise certifiée Qualité, Environnement et Santé/Sécurité. Lubrizol et elle dit s'engager à suivre "la charte mondiale Responsible Care" pour assurer et améliorer en permanence la sécurité de son Environnement, des hommes et de ses installations (sic). Mais on voit que ça ne change rien et que ce ne sont que des paperasses qui n'empêchent pas les catastrophes. Parce que le travail dans l'industrie chimique ce sont le sous-effectif chronique, la polyvalence accrue, des effectifs réduits et un recours à la sous-traitance.

On pourra faire tous les Plans de Prévention des Risques Technologiques et autres, on ne peut que constater l'extrême fragilité des sites industriels en zone urbaine, où un accident peut survenir à tout moment, d'autant que les ateliers sont vieillissants. Les mesures prises pour assurer la sécurité des personnes sont toujours faites à minima. Cette fois l'usine incriminée (classée à risque Seveso 2) est située aux bornes de Rouen, près de zones d'immeubles, à 500 mètres d'un groupe scolaire et tout près du futur « écoquartier » (re sic) où il est prévu de loger 10 000 personnes.

La direction de Lubrizol a également prévu d'agrandir son périmètre rouennais au détriment de l'usine du Havre, gageons que les enjeux économiques passeront avant la qualité de vie et de la santé des habitants.

Le fait que Lubrizol est une usine refermée sur elle-même, (sauf quand elle lâche ses gaz) entraîne que les habitants de l'agglomération verraient avec moins de difficultés la fermeture de cette usine, plutôt que celle de Pétroplus, la raffinerie qui survit depuis un an et qui fait quand même partie de l'histoire sociale de la région, bien qu'encore plus dangereuse potentiellement.

Jean Pierre Levaray



LES ÉLECTIONS israéliennes ont finalement débouchées sur des résultats plutôt inattendus. Du coup, la droite de Netanyahu est contrainte de se « recentrer », s'éloignant pour un temps de ses traditionnels alliés, extrême-droite et partis religieux. Conséquences : aucune. La campagne de colonisation des territoires occupés devrait s'accroître comme prévu, et aucune négociation ni même rencontre n'est prévue avec l'Autorité palestinienne. Changer, pour que rien ne change...

« LA GUERRE, c'est comme la coke : au début c'est bon mais après ça détruit. » Ainsi s'exprimait récemment l'animatrice télé et ancienne ministre Roselyne Bachelot, qui semble mieux connaître l'une que l'autre.

Andrée Michel, féministe sans frontière



L'émission Femmes Libres a interviewé Andrée Michel à l'occasion de la publication de « Féminisme et antimilitariste », aux Editions iXe.

La guerre a eu beaucoup de place dans ma vie et m'a révoltée. Ma famille a été durement éprouvée par la guerre de 14-18 : la moitié des hommes y est morte. Mon mari, après quatre ans de service militaire, avait enduré quatre ans de captivité. J'ai vécu celle de 39-45. J'ai été traumatisée par les massacres de la grotte d'Ouvéa (1988), par la guerre d'Irak (1991) et celle des Balkans.

Militante anticolonialiste et féministe, je me suis rendue compte que les féministes n'étudiaient pas les relations entre les guerres et les violences et inégalités à l'égard des femmes mais qu'elles concentraient leurs interventions sur l'oppression quotidienne : les violences, le chômage, le viol, l'avortement et la contraception et elles avaient déjà beaucoup à faire. Le système patriarcal s'incarne dans différents sous-systèmes (famille, travail, économie, politique, etc.), et aussi dans la guerre, l'industrie d'armement, les ventes d'armes etc. Ce sujet est peu exploré : dans les universités américaines, de 1945 à 1980, pas une recherche sur ce sujet, tabou ! Les universités sont privées, aux mains du capital. Si les étudiants se conduisent « bien », des crédits seront débloqués, s'ils manifestent contre la guerre du Viet Nam, pas de crédit ! Ceux qui étudient le complexe militaro-industriel sont des gens hors normes, comme moi ! Je ne suis pas plus acceptée par les féministes, par les antiguerre que par les militaristes. Si on étudie ce qui n'est pas dans la politique de l'État ou du gouvernement, c'est la mort sociale !

Je dois quand même beaucoup au féminisme car le concept de système patriarcal m'a permis de mener des recherches et de montrer que le complexe militaro-industriel s'infiltrait partout.

À suivre...

Élisabeth CLAUDE,

Pour en savoir plus sur Andrée Michel <http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2009-2-page-8.htm>

Un exemple à suivre



Peu sont ceux qui mènent le combat de la lutte anticarcérale. Parmi eux, il y a l'avocat

Etienne NOEL. En permettant aux détenus de porter plainte contre l'administration pénitentiaire pour les traitements indignes et dégradants et les atteintes aux droits qu'ils ont subis, il a ouvert une brèche importante pour déconstruire la prison. La multiplication des condamnations de l'état impose à l'institution carcérale de faire évoluer les conditions de détention. En donnant raison aux détenus, la justice permet, certes dans une infime mesure, de reconnaître l'iniquité de la prison. Mais, si la justice française était moins frioleuse et moins soumise à l'exécutif, ne pourrait-elle pas aller encore plus loin ? Ne pourrait-elle pas, par exemple, s'inspirer d'une décision du tribunal d'une petite province grecque, nommée Igoumenitsa, qui a acquitté en octobre dernier quinze personnes qui se sont évadées alors qu'elles se trouvaient détenues dans des conditions jugées dégradantes ? Si partout dans le monde l'évasion demeure illicite, ce tribunal a préféré prononcer l'acquiescement en vertu de l'état de nécessité, pour éviter des risques sérieux et inévitables sur la santé. Cette décision semble tellement évidente que l'on se demande pourquoi les tribunaux n'y ont pas pensé avant ! Que cela soit écrit : l'évasion doit être considérée comme un droit inaliénable et sa reconnaissance comme un devoir de justice. Ainsi, et seulement ainsi, nous pourrions nous dire « comme » vivant au pays des droits de l'Homme...

Pascal - Ras-les-murs

CARNET ROSE :

Asma al-Assad est enceinte. La femme du boucher Bachar devrait accoucher en mars prochain, mais l'article ne dit pas si ça sera d'un lance-roquette ou d'un hélicoptère d'attaque.

De l'argument des emplois : l'aveur travail

Les chantiers en PPP (partenariat public et profit privé), c'est endettement public et profit privé. Dévastations écologiques, populations en colère, expropriées et méprisées, endettement imposé aux contribuables par les élus à coups de subventions massives au privé en temps de « crise », peu de pertinence économique quant à une fumeuse « utilité sociale »... Cernés par ces arguments, les bétonneurs, politicards et



journaloux, apôtres des TGV, autoroutes, aéroports et lignes à très haute tension, se réfugient derrière celui de l'EMPLOI.

Or les emplois suscités par ces chantiers sont éphémères. Ils diminuent même à terme l'emploi. Par exemple, les TGV enclavent les régions qu'ils traversent. La métro-

polisation induite est une rationalisation du coût de la main-d'oeuvre, source de chômage. La machine remplace toujours plus l'homme chassé de la sphère productive : les emplois du capitalisme ne servent qu'à réduire globalement l'emploi. Ces chantiers répondent à une logique, celle d'un capitalisme aux abois. Le capitalisme productif ne rapporte plus assez depuis plus de 40 ans, car le machinisme a réduit

ce rôle de caution du productivisme que jouent les actuels chantiers en PPP.

Parler d'emploi et de pouvoir d'achat occulte nos préoccupations. Nous ne voulons pas nous valoriser ni nous réaliser par le salariat aliéné, mais accéder à la bouffe, un toit, etc. Si nous nous salarions, c'est sous la menace de l'état car nous procurer les richesses potentiellement disponibles pour tous nous confronte aux flics et à la prison. Le salariat est un dispositif de domination, de hiérarchie, d'inégalité, de privation et de rareté (et non d'abondance).

Plutôt que de nous satisfaire de croissance ou d'emplois, organisons-nous plutôt pour en finir avec le salariat, pour produire et nous procurer par nous-mêmes ce dont nous avons vraiment besoin. Quand nous sommes contraints au salariat, organisons-nous pour saboter le profit, détourner et nous réapproprié l'appareil productif et les terres, afin de décider nous-mêmes sur nos vies : c'est l'origine et le sens véritable du syndicalisme. S'organiser, c'est aussi nous défendre ensemble contre les attaques du capitalisme qui semble précipiter le monde dans sa chute sans fin. La résistance contre les chantiers en PPP ne se construit pas que sur un refus théorique, elle passe par les expérimentations concrètes d'autres façons de vivre et de lutter ensemble, par des stratégies aussi multiples que complémentaires. Employons-nous à ne plus être employés.

Juanito,



Affiche disponible à la librairie Publico 145 rue Amelot, 75011 paris

la force de travail, pourtant seule à générer du profit. La production accrue peine à s'écouler au sein d'un marché plombé par la stagnation des salaires et la concentration du capital. La financiarisation, restructuration du capital fuyant en avant pour spéculer sur la plus-value à venir, a montré ses limites, car elle exige elle aussi que la production se poursuive assez pour cautionner la valorisation, c'est-à-dire le capitalisme lui-même. C'est

LE MONDE LIBERTAIRE

Abonnez-vous

Chaque semaine c'est 24 pages
Tous les quinze jours c'est 8 pages
Tous les deux mois c'est 68 pages de hors série
Soit sur un an : 35 hebdos + 6 hors séries + 20 gratuits
3 Mois 25 euros 6 Mois 50 euros
1 an 75 euros Soutien 95 euros

Toutes les formules d'abonnement sont consultables sur le site du monde libertaire

<http://www.monde-libertaire.fr>

Règlement à l'ordre des Publications libertaires Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code Postal :
Ville :

CONTACT LOCAL

Les anarchistes et la guerre d'Algérie

Lors de la guerre d'Algérie, quelle est l'attitude adoptée par les anarchistes ? Leurs réponses sont diverses face au dilemme.

La volonté d'indépendance nationale des Algériens s'oppose à l'antiétatisme, d'autant qu'elle se colore d'autoritarisme aux relents religieux. Pour des anarchistes, pacifistes, antimilitaristes, la violence du mouvement, le règlement par le sang des dissensions n'encouragent pas au soutien. Toutefois, se voulant aux côtés des opprimés, ils ne peuvent être indifférents et silencieux. Mais le dilemme pèse d'autant plus que, dans les années 50, la Fédération anarchiste, après des divisions, se reconstruit.

Le Front communiste libertaire (FLC) prend d'emblée position pour les insurgés. Disparu en 1956, certains de ses militants, avec des membres d'autres organisations, fondent les Groupes anarchistes d'action révolutionnaire (GAAR). Se méfiant d'un FLN autoritaire, ils tiennent, toutefois, à faire la différence entre le nationalisme établi et dominateur et celui luttant contre le colonialisme, au risque de soutenir une organisation imbue de pouvoir !

Les anarchistes sont partie prenante d'un mouvement d'insoumission qui se développe. En 1956, un réseau s'organise pour faire passer des déserteurs en Suisse. Louis Lecoin, rédacteur du journal Liberté, crée le Comité de secours aux objecteurs de conscience. Après une grève de la faim de trois semaines, il arrache ce statut (à de Gaulle !...), en décembre 1962.

En 1957, le FLN revendique des attentats contre des syndicalistes algériens. Albert Camus lance un appel, repris dans le Monde libertaire, en décembre 1957 : « À chaque militant qui tombe, l'avenir algérien s'enfoncé un peu plus dans la nuit. Il faut le dire, au moins, et le plus haut possible pour empê-



cher que l'anticolonialisme devienne la bonne conscience qui justifie tout et d'abord les tueurs. »

Dans le Manifeste 121, publié le 6 septembre 1960, dans *Vérité-liberté*, des anarchistes, avec, entre autres des marxistes, s'insurgent contre la torture : « Nous respectons et jugeons justifiés le refus de prendre les armes contre le peuple algérien et (...) la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés. »

Maurice Joyeux s'en explique dans le *Monde libertaire* : « Il (le manifeste) constate que seule la propagande anarchiste est susceptible d'éclairer les problèmes que la guerre pose à la conscience humaine. Car la propagande anarchiste est d'abord refus. Refus individuel qui reste une affaire personnelle et échappe aux propagandes, mais aussi refus collectif qui porte le nom de « grève générale contre toute guerre » et qui est non seulement un mot d'ordre anarchiste, mais également celui du mouvement syndical lorsqu'il échappe à l'étreinte des partis politiques. »

Sous son impulsion, la Fédération anarchiste crée un Comité d'action révolutionnaire auquel se joignent des trotskistes, des syndicalistes. Elle ne cesse de dénoncer les tortures et l'esquive des socialistes. Membre des Forces libres de la paix, elle organise des débats. Dans sa librairie, on trouve des publications interdites. En 1961, elle est attaquée par l'OAS. *Le Monde libertaire* fait l'objet de saisies et est interdit en Algérie.

Mais les désaccords sont importants. Adhérer à la lutte contre le colonialisme, n'est-ce pas soutenir le nationalisme et l'exercice de la violence ? Pour certains, la phase État nation est inévitable. Lors du congrès de 1960, la Fédération anarchiste décide : « Nous ne pouvons rester absolument neutres. (...) Dans les semaines, les mois à venir, la FA



Un des fameux « André Bernard » du chantier de Nangis (voir ML n°24)

(...) engage une vaste campagne pour dénoncer la responsabilité du seul gouvernement français dans cette guerre colonialiste, afin de faire sortir l'opinion publique de son indifférence et de l'amener à (...) obliger les forces réactionnaires et le gouvernement à capituler. »

Toujours révoltés contre le colonialisme et ses avatars, les anarchistes sont réticents, toutefois, à s'engager pleinement auprès de ceux qui veulent s'affranchir de toute domination étrangère, conscients que l'indépendance nationale ne rime ni avec liberté ni avec égalité des droits.

Agnès Pavlowski

PEILLON est un ministre de l'éducation « normal » : voir les profs en grève et descendre dans la rue, ça l'agace, ça l'irrite : « je n'ai quand même pas mis 60 000 postes sur la table pour ensuite me faire emmerder ! », s'est exclamé le poète. Tout augmente, mon petit monsieur, même le prix de la paix sociale.

Posologie de la chaussette à elous

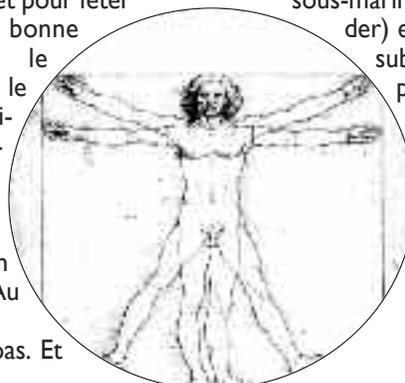
C'EST GRÂCE AU RECTUM DE VINCI QU'ON PILONNE AQMI

baptême de son fils. L'histoire ne dit pas à quel âge il le dépucela. Presque simultanément, à Florence, est institué en 1434 « L'Office de la nuit », chargé de la surveillance des homosexuels de la ville. On installe des troncs de dénonciation, lesquels recueillent des milliers de délations sur un demi-siècle. Parmi ces charmantes missives, un mot, accusant nommément un certain Léonard dit « De Vinci » de sodomie... Au bûcher l'artiste ?

Le rassurant, avec l'Eglise, c'est qu'elle ne change pas. Et

Pour Eric Zemmour (hoïde)

En 1434, un prêtre de l'église de St Paul de Lyon (dit aussi l'enfonceur de rosettes) invite ses ouailles au cabaret pour fêter dans la bonne humeur le



c'est donc au nom de Notre Dame Nature (« ce n'est pas naturel que ces gens-là puisse élever des mômes qu'ils ne peuvent pas faire ») que le « Catho-band » nous offre son remake favori de codificateur de slip, sans songer qu'à les prendre à la lettre (position n°22 les V'là du Kama-Soutra), la dictature des quéquettes unicompatibles dans la norme vaginale nous aurait coûté la catapulte (pour s'envoyer en l'air), le sous-marin (pour s'envoyer sous la mer), la Joconde (pour déblander) et les hélicoptères, si pratiques pour anéantir le taliban sub-saharien très méchant et même touareg. Du pal aux pales, l'Occident triomphe en nous offrant depuis Apocalypse Now sa version de la répression, mais rotative. Bref, le monde tourne grâce à la lubrification rectale de Léo : que les chrétiens en prennent de la graine, au lieu d'ensemencer madame avec.

Le poète Artimon, depuis le désert d'Atacama (où l'on récupère du salpêtre sur la bite lorsque l'on s'endort ivre mort après s'être masturbé sous la lune - et pas dedans)

Les conseils de l'Eglise catholique en matière de meurtres



L' « Union des athées agnostiques et rationalistes italiens » dévoile les révélations faites en prison par l'ex-dictateur argentin Jorge Videla.

On apprend comment de nombreux évêques au plus haut niveau de la hiérarchie, ont fourni des conseils au gouvernement militaire sur la manière de gérer le meurtre des « disparus ».

L'Eglise parfaitement au courant de la brutale répression des dissidents, et en accord avec la dictature s'est proposée pour informer les familles du sort des « desaparecidos »... à condition que celles-ci ne divulguent pas publiquement les crimes !

Des officiers prenant part aux massacres auraient délibéré avec les autorités religieuses sur la manière « la plus chrétienne et moins violente » possible de tuer. Dans la mesure où l'exécution par fusillade de milliers de personnes auraient provoqué l'embarras de tous ces prélats proches du régime militaire, Il y eut donc accord entre la dictature et l'Eglise sur la manière d'administrer une « mort douce » aux opposants : ainsi la solution adoptée était une injection de penthotal pour endormir les victimes qui étaient ensuite jetées d'avion, à la mer où elles se noyaient.

Grâce à l'Eglise, des milliers de militants assassinés n'ont pas souffert !

Fuera !

Michel
FA Cantal

LE PATRON des épiceries Fauchon vient d'être mis en examen, pour malversations. On le soupçonne d'avoir versé 500 000 euros de pots de vin à un proche de la famille Guérini, dont l'un des membres est bien le margoulin socialiste marseillais, par ailleurs toujours sénateur. L'argent n'a pas d'odeur, qu'on dit : dans l'affaire en question, il fleure grave le petit four.

Carnets de cave

À travers plusieurs de ses pièces, le regretté Aristophane est obsédé par l'« inspection des Proktos » – les trous du cul –, rituel censé railler à la fois la joyuseté des libations néo (ou trans)platoniciennes et la volonté répressive à leur rencontre. Gros problème pour les traducteurs qui livrèrent longtemps l'adjectif « inversi » pour « chaunoproktos », littéralement « cul béant ». Or, si l'on suit Umberto Ecco, l'Eglise préféra censurer le livre II de La Poétique d'Aristote, plutôt qu'Aristophane dénaturé (par derrière) à la traduction.

Ce qui revient à conclure que le degré ultime de la subversion anticléricale, c'est de rigoler lorsqu'on se fait enculer (et ça rime !).

Troussotte et Poulsarde

À se trémousser de l'arrière train avec un verre de Cote Rousse 1999 du Domaine de l'Aiguelière (Montpeyrux)



Élisée Reclus et les États-Unis

De St Jean de Crèveœur et Tocqueville à Simone de Beauvoir et nos contemporains, les États-Unis d'Amérique ont été un miroir où les Français se regardent, et souvent y projettent leurs conflits franco-français. Curieusement, la saga politique a oublié le géographe français qui entreprit l'étude la plus importante sur le sujet, et dont l'impact fut international : le géographe Élisée Reclus, qui connaît de nos jours un singulier retour ...

Le dernier Tarantino : jubilatoire !

La critique est unanime : le dernier opus du petit génie d'Hollywood est jubilatoire. Pour l'avoir vu dans une salle comble, je peux en témoigner les spectateurs rigolent à gorge déployée. Il faut dire qu'il y a de quoi : les têtes qui explosent, le nègre marron qui se fait déchiQUETER par les molosses des esclavagistes, les lyncheurs du KKK à la mode Monty Python et, happy-end oblige, le héros noir (quelle audace !) qui sauve sa dulcinée après avoir fait exploser la demeure du maître sudiste dans un beau feu d'artifice... Tout n'est que dérision et non-sens : seul un peine-à-jouir pourrait trouver à redire à cette magistrale leçon de non-histoire. Sans compter qu'après avoir revisité le nazisme, l'enfant prodige du cinéma mondial ne craint pas de s'emparer de l'histoire douloureuse de son pays, pour montrer que, le système de l'esclavage, ce n'est vraiment pas bien. A bientôt cinquante ans, on peut se réjouir de le voir ainsi achever son adolescence.

Mato-Topé



- Un Hebdomadaire : <http://www.monde-libertaire.fr/le-monde-libertaire/12702-sabonner>
- Un Quinzomadaire gratuit
- Des Hors series
- Un site Web : <http://www.monde-libertaire.fr/>

AGENDA

« BON POUR LA CASSE »

Les déraisons de l'obsolescence programmée, débat en présence de Serge Latouche
Mercredi 6 février à 18h30
Paris (11ème) – Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire.

« LA CABANE AU FOND DU CHANTIER »

Apéro dinatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite.
Judi 7 février à 18h30
Merlieux (02) - Bibliothèque Sociale 8 rue de Fouquerolles.

FACE À LA CRISE, QU'ALLONS-NOUS FAIRE ?

Réunion publique avec Alain Bihl, Paula, militante contre les expulsions, Bakoly du collectif des Chômeurs.

Judi 7 février à 19h30
Strasbourg (67) – Maison des syndicats. 1 rue Sédillot.

« LES ANARCHISTES ET LA CITÉ »

Présentation sur "la cité globale" et le rappel de quelques penseurs anarchistes sur la question par Ronald Greagh. Le mouvement des "tiny houses" (Micro-maisons) aux États-Unis par Cristo.

Les projets de l'agglomération de Montpellier (hier, aujourd'hui, demain) par Georges Roques.

Judi 7 février à 20h30
Montpellier (34)
Centre Ascaso Durruti, 6 rue Henri René.

CINÉMANAR

Projection et débat
Escadrons de la mort : l'école française un documentaire de M.M. Robin

Vendredi 8 février à 20h30
Vannes (56) – Palais des Arts, Place Anne de Bretagne

« OGM - TOUS COBAYES »

Conférence de Jacques Testart suivi d'un débat

Vendredi 8 février à 20h
Asnières (92) – 16 Place de l'Hôtel-de-Ville

AGENDA

LES BAS-FONDS : HISTOIRE D'UN IMAGINAIRE

Gueux, mendiants, misérables, prostituées, criminels, aliénés, détenus, bagnards, peuplent de leurs figures hideuses, pour partie réelles et pour partie fantasmées, l'envers ou les dessous de notre société.

Conférence de Dominique Kalifa
Samedi 9 février à 16h
sur réservation : 01 42 34 93 00
Paris (5ème) – Bilipo

LA MONTAGNE DE LA VÉRITÉ

Documentaire d'Henry Colomer sur le Monte Verita, la colline de la vérité, sur les bords du Lac Majeur, au dessus d'Ascona.

Samedi 9 février à 16h
Paris (15ème) – Bibliothèque Marguerite Yourcenar

L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET LE POUVOIR D'AGIR

Habitat groupé, épargne citoyenne, épicerie solidaire, jardin partagé...

Samedi 9 février à 16h30
Boissy-Saint-Léger (94)
Place du Forum

CONG BINH, LA LONGUE NUIT INDOCHINOISE

Projection débat et nombreux débats avec le réalisateur Lam Lê et des associations.

Samedi 9 février à 20 h
Paris (5ème) - Cinéma La Clé,
34 rue Daubenton.

EN 2013.

CHACUN POUR SOIE...

LE RESTE POUR AUTRUI

Xavier Lacouture, un chanteur qui décoiffe.

Dimanche 10 février à 19h
Paris (9ème)
Le Limonaire, 18 Cité Bergère.

LE GRAND RETOURNEMENT

Projection-débat avec Gérard Mordillat, réalisateur, romancier.

Lundi 11 février à 21h
Carcassonne (11) – Le Colisée,
10 Bd Omer Saraut.

L'autre ZAD, celle de papier

Il y a tant de zones à défendre qu'on en oublie parfois certaines, et non des moindres : la presse alternative et indépendante est en grand danger ! Plusieurs titres sont sur le point de disparaître dans les prochaines jours ou semaines. A commencer par *CQFD* qui lance un appel aux dons pour faire face à 5000 euros de dettes chez son imprimeur. Sinon, c'est la clé sous la porte et basta ! Toute l'équipe bénévole, principalement composée de chômeurs, espère encore continuer l'aventure d'un journal qui, depuis 2003, démonte sans retenue la mascarade médiatique du capitalisme. Dans la même veine, *Article 11* a dû s'interrompre. *Zelium* et *Z Minus* ont annoncé « la pause de la publication à durée indéterminée, suite aux ventes successives de ses derniers numéros ». Une publication et des soirées de soutien ont certes permis de rassembler 6000 euros, mais la dette avoisine 15000 euros ! Bien d'autres médias alternatifs et indépendants ne vont pas beaucoup mieux et tous ont les reins fragiles : De *Silence* à *Cassandra* et du *Ravi* à *Fakir*. Même des institutions comme *Politis* (qui vient de fêter ses 25 ans) ou *Le Monde Diplo* ne surnagent pas, de même que les journaux d'associations, comme *La Raison* pour *La Libre Pensée*, à l'heure même où les fachos jouent masqués les chantres de la laïcité. *Siné-Mensuel* est tout juste à la ligne de flottaison, ayant choisi le pari ambitieux du tout en couleur et de collaborateurs payés. A signaler que la récente victoire de Siné contre ses anciens employeurs de *Charlie-Hebdo* n'a rien à voir avec les comptes de *Siné-Mensuel*, puisque la somme versée à celui qu'on surnomme Bob correspond à son manque à gagner après avoir été viré comme un malpropre. La victoire du vieil anar est d'autant plus belle que l'ancien porte-voix de Val a du barrer sa une avec le communiqué judiciaire, même si Charb, devenu patron, a sournoisement choisi d'égratigner l'ami de Vian et Prévert sur sa maladie. Bref, le seul journal qu'on ne pleurera pas dans la ZAD de papier, c'est peut-être celui qu'est devenu notre bon vieux *Charlie-Hebdo*, orphelin des Gébés, Chorons, Coluche et autres Reiser. Quelques fanzines et feuilles de choux naissent encore ici ou là, *Le Sarkophage* a dit adieu à sa cible principale en devenant

La vie est à nous, mais la situation est chancelante. Alors, plutôt que de se gaver d'Internet, peut-être serait-il bon de continuer à soutenir la ZAD de papier en nous abonnant à nos titres préférés ? A commencer par *Le Monde Libertaire*.

Yannis Youlountas



Chronique anti-autoritaire de Maurice Rajsfus



Le 18 mars 1986, le ministre socialiste de l'Intérieur, Pierre Joxe, édictait un Code de déontologie de la police. Plein de bonnes intentions, cette bible des bonnes manières policières prétendait améliorer aussi bien le comportement de nos gardiens de la paix que la protection des citoyens. On a dû bien rire, alors dans les commissariats de police, à la lecture de l'article 10 de ce Code, qui se voulait fondateur : « Toute personne appréhendée est placée sous la responsabilité et la protection de la police ; elle ne doit subir, de la part des fonctionnaires de police, ou de tiers, aucune violence, ni aucun traitement dégradant... ». Vingt six ans plus tard, Manuel Valls juge nécessaire de mettre en œuvre un nouveau Code de déontologie de la police. Sans doute parce que les bonnes intentions programmées en 1986 n'ont surtout servi que de vitrine humaniste à l'institution policière.

RENCHÉRIR, pour le moins, le coût de ces licenciements de manière à tenter de dissuader les patrons d'y avoir recours, faisait pourtant partie des 60 promesses du candidat Hollande. Combien le Hollande président en aura-t-il trahi avant le premier anniversaire de son arrivée à l'Élysée ? A mon humble avis, 62.

Affrontements à Marrakech.



Le 28 décembre dernier, l'action de la police contre un rassemblement pacifique de personnes

dans le quartier populaire de Sidi Youssef Ben Ali contre le prix de l'électricité a causé des affrontements majeurs qui ont duré deux jours.

La police a essayé d'entourer les manifestants pour les empêcher de défilier. En vain. Quand la manifestation fut sur le point de commencer, la police a attaqué les manifestants. Tout le quartier est devenu un champ de bataille entre la police et la population, en particulier les jeunes.

Le conflit entre RADEEMA (la régie autonome de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement Marrakech) et les résidents locaux du quartier Sidi Youssef Ben Ali avait commencé en janvier 2011 avec des rassemblements et protestations contre la hausse des prix, et en particulier contre les factures d'électricité. A plusieurs reprises, il y avait eu des négociations entre les habitants et la compagnie mais la flambée des factures avec l'arrivée de l'été et des températures supérieures à 50 degrés a entraîné le retour de la mobilisation.

Le quartier de Sidi Youssef Ben Ali, est un des plus pauvres de la ville. Les perspectives d'emploi y sont très limitées et le taux de chômage plus élevé qu'ailleurs.

A sa naissance dans les années 1960, Sidi Youssef Ben Ali était une banlieue de Marrakech avec des maisons construites en argile. C'est à partir des années 90 que le quartier est reconstruit et relié à l'eau et l'électricité, avec la construction d'écoles, mais l'absence d'emploi reste le principal problème.

Source CGT-E

Toujours plus fort



Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre 1928-1941, deuxième fortune d'Angleterre « Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et, en un tour de main, ils créeront assez d'argent pour la racheter. »

« Ôtez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais, si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits. »

RB



Directeur de publication :
Bernard Touchais - Commission paritaire
n° 0614 C 80740 - Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB - Photos et illustrations
de ce numéro : droits réservés

L'entreprise appartient à ceux qui y travaillent

Arféo Buroform est un fabricant qui invente, conçoit et fabrique des solutions d'aménagement de bureau et d'espaces professionnels. Installé à Valdivienne et à Château-Gonhies, il emploie plus de 300 salariés.

Après de longues démarches juridiques, le Tribunal de Commerce a entériné la reprise de la boîte par les salarié-e-s menacé-e-s de chômage sous forme de SCOP : une Société Coopérative Ouvrière de Production.

La boîte, continuera donc à tourner, avec des salarié-e-s qui décideront. Bien sûr, ce n'est pas non plus l'anarchie ! Restent en effet des différences de rémunérations, une latitude à décider des personnes nommés à la direction, sans parler de l'inscription dans les exigences d'un marché capitaliste aux antipodes du fédéralisme libertaire. Mais cette dynamique autogestionnaire montre tout de même une autre piste que celle suivie par nombre de salarié-e-s menacé-e-s de licenciements, sur une position plus défensive consistant à sauver les pots cassés en se contentant d'indemnités. Ici, l'outil de travail est repris par les salarié-e-s ; occasion d'un prélude à d'autres luttes et à d'autres pratiques communes ? Nous l'espérons et souhaitons du courage aux salarié-e-s de la société nouvelle Arféo Buroform.



Définition réglementaire de l'anarchisme

Définition réglementaire de l'anarchisme :

« Chère tatie, tu ne le sais peut-être pas, mais tu es déjà une anarchiste. Si, si. Si tu crois qu'il n'y a pas de relations humaines plus saines que celles d'un déjeuner entre amies, où chacune apprécie la compagnie de toutes, où les responsabilités ont été réparties également et spontanément, où personne n'est venu pour donner des ordres, ou vendre quoique ce soit, alors je crains bien, chère tatie, que tu ne sois une anarchiste.

Ton cas est d'ailleurs plus grave que tu ne penses ; à chaque fois que tu as agi sans attendre un ordre, des instructions ou une permission, tu as été une anarchiste. Et à chaque fois que tu décides de ne prêter aucune attention à un règlement stupide, tu es une anarchiste. Et comme tu n'es pas sûre que ton patron et ton président sachent mieux que toi ce qui est bon pour toi, tu es une anarchiste quasi-fanatique. Tu aggraves encore ton cas à chaque fois que tu utilises tes propres idées, tes propres initiatives, tes propres solutions.

Hélas oui, c'est donc bien l'anarchisme qui fait marcher les choses et qui rend la vie intéressante. Pire, comme les bactéries de notre intestin, l'anarchisme est présent en chacun d'entre nous. Alors console-toi tatie, tu es incurable, mais tu n'es pas seule ».

Nestor Potkine

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution quinzomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à : administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (20 exemplaires minimum par commande).

AGENDA

JEAN-PIERRE CHABROL, UN ÉCRIVAIN REBELLE EN CÉVENNES

par Michel Boissard, Historien de formation, chroniqueur littéraire

Mardi 12 février à 19h
Nîmes (30)

UIFM, 62 rue Vincent Faïta.

LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Avec Danièle Linhart - Directrice de recherche au CNRS.

Mardi 12 février à 20h30
Guichen (35)

Espace Galatée,
rue du Commandant Charcot.

MARÉCHAL, NOUS VOILÀ

Chacun est l'ombre de tous, René Char.

Un rendez-vous musical et poétique avec des hommes et des femmes « debout ».

Mercredi 13 et
Jeudi 14 février à 20h30
Paris (5^{ème})

Théâtre de la Vieille Grille.

BERLIN-SUD BERLIN-NORD

Une lecture poétique avec clavier et objets par Gaëlle Kreens.

Samedi 16 février à 19h
Saint-Jean-du-Gard (30)

152, Grand'rue

SOIRÉE FESTIVE

ANTIMILITARISTE DU COT

Une super soirée de soutien au Comité d'Objecteur Tarnais !

Samedi 16 février à 20h30
Gaillac (81)

Domaine de Matens

TANT QU'IL Y AURA DE L'ARGENT ... Y'EN AURA PAS POUR TOUT LE MONDE !

Soirée débat autour de Léon de Mattis, auteur du livre « Crises »

Samedi 16 février à 20h30
Montpellier (34) – Centre Ascaso Durruti, 6 rue Henri René.

TUNISIE : ASSASSINAT DE FAHRAT HACHED PAR LA MAIN ROUGE

Rencontre/Débat de la Dionversité

Mardi 19 février à 19h
Saint-Denis (93)

Bourse du Travail, 9 rue Génin

Portrait d'une vie libertaire

Une gauche libertaire ? Mais à gauche, il y a des socio-libéraux, des socio-démocrates, des jacobins, des centralistes, des étatistes, qui ont peu à voir avec les idées libertaires... enfin, sait-on jamais, certains peuvent se révéler opportunistes ! Mais à gauche, il y a des dogmatiques, des normatifs, des définitifs et une grande galerie de doctrinaires figés qui n'ont rien à partager avec le libéralisme. La vie libertaire est tout le contraire de ces ancrages idéologiques sévèrement bouloonnés ; elle est avancée, recul et redémarrage, emballement et hésitation, elle est souplesse et mouvement, individu et société. Elle est refus obstiné de la fin de l'Histoire, que celle-ci s'écrive avec la plume libérale de la droite ou le stylo bureaucrate de la gauche.

Dan Beaulieu

Dans la Bloggo :

QUE FAIT LA POLICE ?

Observatoire des Libertés Publiques
Quand la police entre en socialisme, il n'y a rien de bon.



QUE FAIT LA POLICE ?
anti-autoritaire de Maurice Rajsfus -
2013
11 janvier 2013

Le 2 janvier 2013, Manuel Valls abrogeait le décret de son sans passer, mesure décriée par Nicolas Sarkozy alors polonoisane de son déline anti-immigrés. C'était la mort d'un ministre de l'Intérieur socialiste, qui se prendrait un Carroussel, les grands médias nationaux n'ont qu'à le mesurer attentif. Cela très certainement pour marquer d'un geste humanitaire que l'on espère représenter le rest

Le Strip de Stef

Les trépidantes aventures de Gégé à Néchin.



PAR STEFAN RADULOVIC

Orwellisation volontaire Encore et toujours

Moi, je connais un dessinateur anar, super rebelle, vachement craignos au niveau de l'engagement perso dans des combats valeureux et bah... il a deux gardes du corps vachement beaux qui le protègent. Et pourtant son hebdo, qu'est-ce qu'il balance et notamment contre les arguties sécuritaires qui nous font croire que l'on vit en état de guerre. Ne vous inquiétez pas, c'est nous qu'on paye ! Ah quelques chiffres pour éclairer votre

lampe de poche réglementaire. Les sociétés de sécurité croissent de 6 à 7% par an et leur chiffre d'affaire de 5,5% ! Les salariés de ces boîtes sont exploités, payés à coup de lances pierres (électroniques) et doivent assurer toutes les tâches les plus ingrates comme de coucher dans des bâtiments vides et insalubres pour éviter que de méchants squatteurs ne s'imposent ! Heu ! Pendant que j'y suis, je ne me sens plus en sécurité maintenant, le « Monde Libertaire » pourrait-il me protéger des méchants ?

Etienne Liebig



La belle affaire, Proudhon en sens interdit ! On n'en attendait pas moins d'un pseudo Saint-Denis, poule sans tête du Christianisme ou d'un Doriot figure emblématique du stalinien converti en facho. Mais on pensait les choses pacifiées et cette ancienne ville ouvrière revenue à une juste lecture du socialisme proudhonien et le voilà au rouge piéton ! Qu'on se rassure, le Maire actuelle nous l'a confié ce n'est pas un sens interdit, tout au contraire mais le sens unique du socialisme, le libertaire !

H. Noire